

# *Présentation au Comité permanent des finances de la Chambre des communes*

2014 | Caucus national des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles



Fédération  
canadienne  
des  
étudiantes et  
étudiants

338 rue  
Somerset Ouest  
Ottawa (Ontario) K2P 0J9

Téléphone : (613) 232-7394  
Télécopieur : (613) 232-0276  
Courriel : [info@cfs-fcee.ca](mailto:info@cfs-fcee.ca)  
Web : [www.cfs-fcee.ca](http://www.cfs-fcee.ca)

# Caucus national des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles

Le Caucus national des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants regroupe plus de 75 000 étudiants des cycles supérieurs issus de plus de 25 associations étudiantes partout au Canada. Le principal objectif du Caucus national est de promouvoir les intérêts des étudiants des cycles supérieurs à l'échelle nationale tout en participant au mouvement étudiant dans son ensemble afin d'améliorer l'accès à une formation postsecondaire publique de grande qualité.

## Colombie-Britannique

University of British Columbia Students' Union Okanagan  
Vancouver Island University Students' Union

## Prairies

Brandon University Students' Union  
Graduate Students' Association of the University of Calgary  
University of Manitoba Graduate Students' Association  
University of Regina Students' Union  
University of Saskatchewan Graduate Students' Association

University of Winnipeg Students' Association

Ontario  
Brock University Graduate Students' Association  
Carleton University Graduate Students' Association

University of Guelph Graduate Students' Association

Lakehead University Student Union

Laurentian University Graduate Students' Association

McMaster University Graduate Students' Association

Graduate Students' Association des étudiant(e)s et diplômé(e)s de l'Université d'Ottawa

Queen's University Society of Graduate and Professional Students

Ryerson University Students' Union

Saint Paul University Students' Association

University of Toronto Graduate Students' Union

University of Western Ontario Society of Graduate Students

Wilfrid Laurier University Graduate Students' Association

University of Windsor Graduate Students' Society

York University Graduate Students' Association

## Québec

Concordia University Graduate Students' Association

Post-Graduate Students' Society of McGill University

## Maritimes

University of New Brunswick Graduate Students' Association

University of Prince Edward Island Graduate Student Association

## Terre-Neuve-et-Labrador

Graduate Students' Union of the Memorial University of Newfoundland



## Sommaire

Le travail des étudiants des cycles supérieurs partout au Canada est déterminant pour la conception de travaux de recherche de grande qualité visant à maintenir et à améliorer la position du Canada parmi les pays semblables. Le gouvernement fédéral doit offrir son soutien pour s'assurer que les principaux jeunes chercheurs dans l'ensemble du pays peuvent réaliser les meilleurs travaux de recherche possible afin de faire progresser et d'éclairer la société canadienne et d'orienter l'économie du pays.

Des études supérieures offrent une solide formation spécialisée en recherche et en développement et les investissements publics liés aux étudiants des cycles supérieurs ont d'importantes retombées à long terme. Ces études sont appuyées par des projets de recherche de base et axés sur la curiosité qui apportent aux étudiants un large éventail de compétences applicables dans de nombreuses situations et qui sont transférables d'un domaine à l'autre et dans l'ensemble du pays. Le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer pour stimuler ces travaux de recherche par l'entremise d'organismes subventionnaires en recherche nationaux et de services de recherche fédéraux.

Malgré des décennies de stimulants financiers pour l'industrie, le Canada continue de tirer de la patte par rapport à ses pairs en ce qui a trait à la recherche et au développement dans le secteur privé. En réaffectant certains de ces stimulants financiers dans la recherche publique de base, qui est le fondement de tous travaux de recherche commercialisables, le gouvernement fédéral investirait dans une formation hautement spécialisée et des chercheurs de renommée internationale et stimulerait l'investissement dans la recherche secondaire.

La majorité des étudiants des cycles supérieurs qui ne reçoivent pas de financement de l'extérieur, comme une bourse d'études supérieures du Canada, vivent bien en deçà du seuil de la pauvreté. Les étudiants célibataires provenant de famille à faible revenu, les étudiants des cycles supérieurs ayant de jeunes enfants et les étudiants internationaux sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté pendant leurs études et d'accumuler une dette démesurée. Un manque de fonds amène les étudiants des cycles supérieurs à travailler plus souvent dans un emploi n'ayant rien à voir avec leurs études, ce qui a une incidence sur la qualité de leurs travaux de recherche.

Beaucoup de Canadiens commencent leurs études supérieures en ayant accumulé une certaine, voire une importante, dette étudiante. Bien qu'il existe des bourses d'études fondées sur les besoins pour les étudiants au collège et au niveau du premier cycle universitaire, ce financement n'est pas offert aux étudiants des cycles supérieurs. En dehors du fait que cette situation dissuade les étudiants à plus faible revenu de poursuivre des études supérieures, ceux qui poursuivent leurs études doivent donc accumuler une dette encore plus impressionnante. Cette dette exerce des pressions sur les étudiants, qui doivent repousser la conception d'enfants, l'achat de biens, le démarrage d'une entreprise ou la mise d'argent de côté pour la retraite. En soutenant les étudiants des cycles supérieurs, il sera possible de favoriser un avenir meilleur pour tous les Canadiens ainsi qu'une économie plus stable à long terme.

# Financement des études supérieures

***Investir 30 millions de dollars par année pour étendre les bourses d'études supérieures et les stages. En allouant 25 millions de dollars supplémentaires au Programme de bourses d'études supérieures du Canada, il serait possible d'aider 1 250 étudiants additionnels. Ajouter 5 millions de dollars aux initiatives de stages de façon à ce que des étudiants des cycles supérieurs puissent faire un stage dans un organisme sans but lucratif permettrait de financer 125 stages additionnels. Il est essentiel de soutenir l'enseignement, la recherche et l'expérience pour les cycles supérieurs afin de renforcer les fondements du développement économique et social, pendant que des travailleurs hautement spécialisés et formés stimulent l'innovation.***

Le niveau d'endettement plus élevé que jamais et le système d'enseignement postsecondaire hors de portée pour un nombre croissant de Canadiens menacent la prospérité du Canada à long terme. Le pourcentage de jeunes Canadiens sans emploi est deux fois plus élevé que dans l'ensemble de la population. Avec une dette étudiante actuelle à l'échelle fédérale qui s'élève à plus de 15 milliards de dollars, excluant les dettes provinciales et privées, les jeunes Canadiens sont désormais la génération la plus endettée de l'histoire du pays. Cette dette aura de profondes conséquences sur l'économie et l'égalité socioéconomique canadiennes.

En l'absence de politique nationale sur les études postsecondaires, les provinces ont la capacité d'établir les frais de scolarité au niveau qu'elles jugent approprié. Ces politiques provinciales ont fait que les étudiants doivent surmonter des obstacles très différents pour accéder à des études supérieures selon la province où ils étudient. Cette disparité influence le développement régional et la croissance économique.

Les frais de scolarité moyens ont augmenté trois fois plus rapidement que le taux d'inflation au cours de la dernière année seulement. En tant que principal prêteur de prêts étudiants, le gouvernement fédéral doit prendre des mesures décisives pour réduire progressivement la dette étudiante. Les investissements liés aux étudiants, aux universités et à l'infrastructure de recherche sont des investissements dans l'avenir du Canada.

Le financement alloué au Programme de bourses d'études supérieures du Canada devrait être en équilibre avec les incitatifs fiscaux existants destinés aux employeurs pour la recherche et le développement. Par exemple, le transfert de 0,5 % des incitatifs fiscaux alloués par le biais du Programme d'encouragements fiscaux pour la

recherche scientifique et le développement expérimental au Programme de bourses d'études supérieures du Canada fournirait un financement additionnel de 25 millions de dollars par année. Cet investissement contribuerait à la création d'emplois de qualité ainsi que de nouvelles inventions et de brevets, stimulerait la productivité et augmenterait les revenus du gouvernement à moyen et à long terme.

La perspective de diminuer la dette étudiante encourage les Canadiens à poursuivre des études supérieures et l'expérience pratique les aidera à trouver des emplois riches en recherche ou d'autres emplois de grande qualité. Ces investissements sont particulièrement importants pour les secteurs clés de l'industrie, puisque le taux d'innovation du secteur privé au Canada continue d'être inférieur à ceux des pays comparables. Parmi les régions particulières qui tireraient profit d'une augmentation du financement se trouvent le Canada atlantique, le sud-ouest de l'Ontario et la Saskatchewan, où un nombre croissant de centres de haute technologie nécessitent plus d'employés possédant des compétences et une formation supérieures.

Une augmentation du financement pour les bourses d'études supérieures et les stages serait bénéfique autant pour les jeunes canadiens que pour les employeurs partout au Canada, créerait des emplois stables et bien rémunérés et stimulerait la croissance économique. Les vastes répercussions de cette augmentation seraient de meilleurs emplois et une plus grande productivité alors que des investissements auprès des étudiants au doctorat, en particulier, permettraient de réduire l'écart quant aux taux d'obtention de diplôme par rapport aux autres pays comparables. Des étudiants des cycles supérieurs mieux soutenus financièrement sont aussi moins susceptibles de s'endetter, ce qui les rend plus aptes à participer à la vie économique.

# Recherche et développement

***Investir 150 millions de dollars supplémentaires pour le financement des activités de base en recherche par le biais du CRSH, du CRSNG et des IRSC pour chacune des trois prochaines années. Ce financement devrait être non désigné et alloué en fonction d'un processus d'examen par les pairs. Un tel investissement améliorerait les études et la formation supérieures, créerait des emplois de qualité, générerait de nouvelles inventions et des brevets, stimulerait la productivité et augmenterait les revenus du gouvernement à moyen et à long terme. Les fonds à cette fin devraient provenir du Programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental, comme le recommandaient le Rapport Jenkins et le Conseil des académies canadiennes.***

Le gouvernement canadien doit continuer d'investir dans des programmes et des initiatives visant à créer des emplois de qualité et à établir les fondements du développement économique, social et culturel à long terme des Canadiens. Une augmentation du financement des activités de base en recherche pour les trois conseils subventionnaires favoriserait la réalisation de travaux de grande qualité, concurrentiels et novateurs pour les universités publiques et les établissements de recherche du Canada. Le corps professoral, les étudiants et les boursiers de recherches postdoctorales pourront poursuivre leurs recherches à la fine pointe et leurs résultats seront utilisés par l'industrie pour concevoir de nouveaux produits et services pour le marché.

Les investissements dans la recherche indépendante examinée par les pairs serviront l'intérêt public en faisant progresser les connaissances et l'innovation, ce qui facilitera la reprise économique déjà en cours et assurera la prospérité à long terme du Canada. La recherche fondamentale alimente l'innovation au Canada, mais est rarement menée par le secteur à but lucratif. Les investissements publics dans la recherche fondamentale d'établissements publics seront au cœur de l'innovation au Canada.

Actuellement, il y a des pressions inutiles et inefficaces liées à la commercialisation de projets de recherche au Canada. Les Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (CECR) - le réseau établi par le gouvernement fédéral pour rassembler l'industrie et le milieu universitaire - ont examiné 500 projets subventionnés par l'État au cours de la dernière décennie. De ces projets, seulement 60 ont été jugés viables sur le plan commercial et de ce nombre, seulement 40 ont progressé. Cela signifie que 460 programmes de recherche dans une optique commerciale, financés par l'État, n'ont donné aucun résultat viable sur le plan commercial.

En outre, on observe une relation inverse entre la quantité de soutien indirect du gouvernement à la recherche et au développement par le biais d'incitatifs fiscaux et les dépenses réelles de l'industrie en recherche et en développement. En d'autres termes, les incitatifs fiscaux ne stimulent pas la recherche et le développement au Canada, ils permettent seulement aux entreprises d'utiliser les travaux de recherche des étudiants des cycles supérieurs à bon prix et d'économiser des ressources plutôt que d'investir dans l'économie canadienne.

Des augmentations récentes du financement des organismes subventionnaires fédéraux de la recherche, en particulier les ressources allouées aux étudiants des cycles supérieurs, ont avoué de façon disproportionnée des projets de recherche appliquée conçus pour approfondir un programme de recherche commercialisé plutôt qu'un programme de recherche de base axé sur la curiosité. Le changement de motivation de la recherche universitaire de l'intérêt public vers les intérêts commerciaux a entraîné une dépendance croissante du secteur privé envers l'infrastructure publique des universités pour la recherche et le développement, plutôt que d'investir dans leur propre infrastructure.

Cette dépendance contribue à réduire les investissements du secteur privé dans la recherche et le développement au Canada par rapport à d'autres pays comparables. Le fait de décourager les investissements du secteur privé dans ses propres installations de recherche et de développement limite les occasions d'emploi pour les diplômés dans un marché de l'emploi déjà difficile. Cette restructuration a pour résultat que beaucoup de travailleurs très qualifiés sont souvent incapables d'utiliser leur plein potentiel, ce qui mine la compétitivité économique mondiale du Canada.

L'empiètement du secteur privé sur les universités

nuit à l'autonomie du milieu universitaire, puisque l'argent destiné à la recherche est de plus en plus lié à des entités ne faisant pas partie du système universitaire. Ces sociétés influencent souvent des décisions qui devraient normalement revenir à la communauté de recherche, comme en ce qui a trait aux investissements dans l'entretien, les installations de recherche et les nouvelles infrastructures. La communauté de recherche peut également subir les pressions de bailleurs de fonds privés lorsque les résultats ne sont pas favorables pour ceux-ci sur le plan commercial, ce qui mine l'intégrité de la recherche canadienne.



# Subventions axées sur les besoins

***Étendre l'admissibilité au Programme canadien de bourses aux étudiants afin d'inclure les étudiants des cycles supérieurs. La création du PCBE a eu une incidence importante sur l'accès aux études postsecondaires pour les étudiants de niveau collégial et du premier cycle. Beaucoup d'étudiants décident de ne pas poursuivre ou achever des études supérieures précisément en raison des dettes élevées accumulées jusqu'à l'obtention du diplôme. Le fait d'avoir accès au PCBE favoriserait la réalisation d'études à la maîtrise et au doctorat, en particulier pour les étudiants des cycles supérieurs qui ont des enfants ou décident d'en avoir pendant leurs études.***

Le financement pour étendre l'admissibilité au Programme canadien de bourses aux étudiants pour inclure les étudiants des cycles supérieurs devrait être en équilibre avec les incitatifs fiscaux existants destinés aux employeurs du domaine de la recherche et du développement. Par exemple, le transfert de 1 % des incitatifs fiscaux alloués par le biais du Programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental au Programme de bourses d'études supérieures du Canada fournirait un financement additionnel de 50 millions de dollars par année.

Un soutien financier accru pour les étudiants des cycles supérieurs aiderait à réduire les conséquences de l'augmentation des frais de scolarité et l'augmentation du niveau d'endettement des étudiants. Bien que le Canada ait un des niveaux de scolarité postsecondaire les plus élevés au monde, cette situation est principalement due au système de CÉGEP gratuit au Québec. Le taux de doctorats obtenus au Canada est inférieur à celui des autres pays semblables. En étendant l'accès aux subventions axées sur les besoins, les étudiants pourraient se concentrer sur la réalisation de leurs travaux de recherche. À leur tour, les Canadiens seraient plus qualifiés et aideraient à stimuler la recherche et l'innovation, autant dans le secteur public que privé.

Ce soutien réduirait l'écart en ce qui a trait au taux de doctorats obtenus au Canada, rendant ainsi le pays plus concurrentiel à l'échelle internationale en matière de recherche et d'innovation et permettrait de s'assurer que de précieux investissements ne seront pas gaspillés parce que des étudiants mettent prématurément un terme à leurs études pour des raisons financières. Un taux de réussite scolaire plus élevé favoriserait les travaux dans le domaine de la recherche et du développement dans l'ensemble du pays, aiderait à diminuer le

taux de chômage chez les jeunes et aurait des retombées à long terme sous forme de recettes fiscales.

En outre, beaucoup d'étudiants des cycles supérieurs décident de fonder une famille pendant leurs études. Les étudiants étrangers arrivent souvent au Canada avec leur conjoint ou conjointe et un nouveau membre de la famille en route. Les étudiants sont nombreux à se démener pour rembourser d'anciennes dettes et le financement qu'ils reçoivent pour un enseignement complet ou un poste d'assistant à la recherche est bien en deçà du seuil de la pauvreté. Cette situation génère une anxiété et un stress inutiles pour les étudiants des cycles supérieurs, ce qui influence leur qualité de vie, leur santé en général et la qualité de leurs travaux de recherche. Bon nombre d'étudiants des cycles supérieurs repoussent complètement l'idée de fonder une famille.

Des étudiants des cycles supérieurs qualifiés et accomplis ne doivent pas être limités en raison de leur situation financière. Beaucoup d'étudiants des cycles supérieurs abandonnent leurs études avant la fin à cause d'un manque d'argent ou de dépenses médicales imprévues (maladie, blessure ou décès dans la famille). Certains parmi les esprits les meilleurs et les plus brillants du Canada ont abandonné leurs études supérieures en raison d'une forme de problème financier et l'ensemble de la société canadienne souffre du résultat. Le gouvernement fédéral peut renverser cette tendance et réellement tirer parti du potentiel de recherche des étudiants des cycles supérieurs canadiens.

